



Le secteur du nickel tire une croissance modeste

G. Rabaey, E. Desmazures, Isee

En 2017, la croissance¹ calédonienne se redresse timidement après une année 2016 atone. En effet, le Produit Intérieur Brut² (PIB) progresse de 1,0 % en volume après +0,5 % en 2016. L'estimation en valeur du PIB augmente de 2,7 % et dépasse ainsi la barre de 1 000 milliards de F.CFP. Le PIB par habitant augmente de 1,1 % en un an et atteint 3,63 millions de F.CFP.

Cette année, la croissance s'accroît sous l'effet du dynamisme de la production et des exportations de produits du nickel. La réduction du déficit commercial calédonien contribue positivement à la croissance du PIB (+1,3 point). Stimulée par la reprise de l'emploi salarié dans le secteur public et l'augmentation des minima salariaux, la consommation des ménages³ progresse de 1,1 % en volume après une année 2016 moins dynamique (+0,7 %). La contraction des investissements⁴ est moins marquée qu'en 2016, grâce à un second semestre mieux orienté.

En 2017, la dépense de consommation finale (ménages et administrations) reste un des principaux moteurs de l'activité économique. Sa contribution à la croissance, à hauteur de 0,9 point, est cependant en deçà de la moyenne 2012-2016, estimée à 1,3 point.

Croissance réelle (%)

	Moyenne annuelle 1999/2014	2017e
PIB	3,5	1,0
Consommation finale	3,1	1,0
Formation de capital fixe	7,3	-3,9
Exportations	2,1	5,6
Importations	4,6	-0,8

e : estimé

Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

Produit Intérieur Brut

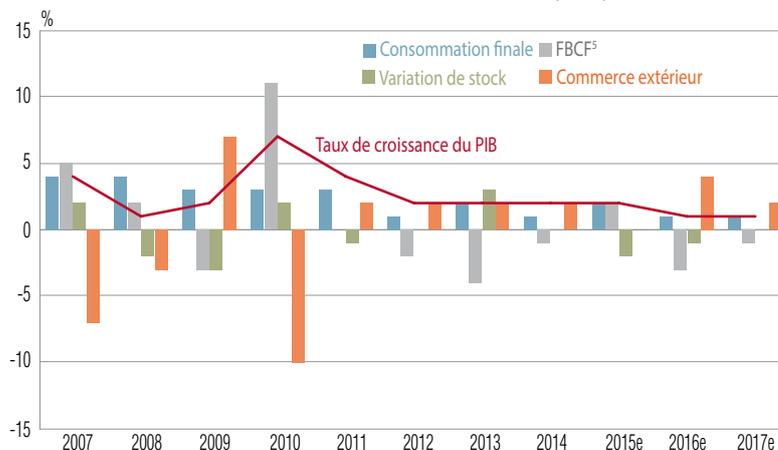
	2014b	2017e
PIB (milliards de F.CFP)	955	1 010
PIB/hab (millions de F.CFP)	3,59	3,63

b : base - e : estimé

Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

Un rythme de croissance modeste

Contributions à la croissance réelle du PIB (en %)



Sources : ISEE, Comptes économiques, CEROM

Les ménages renouent avec la consommation

En 2017, la consommation des ménages progresse de 1,1 % en volume, en dépit d'un contexte un peu plus inflationniste. En moyenne, les prix augmentent de 1,4 % en 2017 alors que l'inflation⁵ restait faible depuis 2014 (+0,6 % en 2016). Aussi, en valeur, la dépense de consommation des ménages contribue à hauteur de 0,7 point à la croissance. Elle représente 63 % du PIB.

Les importations de produits alimentaires, en baisse en 2016, augmentent de 2,4 % en valeur (+0,8 % en volume) et confirment la légère reprise de la consommation des ménages. De même, les immatriculations de véhicules neufs, en chute depuis 2012, se relèvent de 6,6 % en 2017. Les crédits à la consommation se redressent de 0,9 % après -0,7 % en 2016 en valeur.

AVERTISSEMENT : Les comptes rapides, une première estimation de la croissance

Ce document présente le compte économique de la Nouvelle-Calédonie estimé à l'aide d'un modèle macro-économique. Celui-ci est projeté à partir des comptes définitifs 2014 en fonction des données disponibles pour l'année 2017. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données. En particulier les résultats des comptes rapides 2016 sont ainsi légèrement revus par rapport aux évolutions publiées l'an passé.



L'emploi salarié en demi-teinte retrouve le niveau de 2015

Après une période de flottement en 2016, l'emploi salarié augmente de 0,4 % et atteint ainsi en moyenne 92 422 salariés en 2017. Toutefois, les emplois privés perdus en 2016 ne sont pas recréés en 2017 (-0,6 %). Deux grands secteurs sont particulièrement touchés : l'industrie et la construction enregistrent ensemble une baisse de 460 emplois. La rationalisation des coûts dans l'industrie métallurgique impacte près d'une centaine d'emplois. De plus, les 190 emplois créés dans les industries extractives, les banques et assurances et la santé et action sociale ne permettent pas de compenser les destructions d'emplois dans les autres secteurs. L'augmentation de 2,9 % du nombre de salariés du secteur public permet le redressement significatif de l'emploi salarié au niveau d'emploi de 2015. Les effectifs se renforcent notamment avec l'ouverture du Médipôle et les effectifs supplémentaires contribuant au maintien de l'ordre public. Ces créations d'emploi se répartissent à égalité entre contractuels et fonctionnaires.

Les revenus progressent plus rapidement qu'en 2016

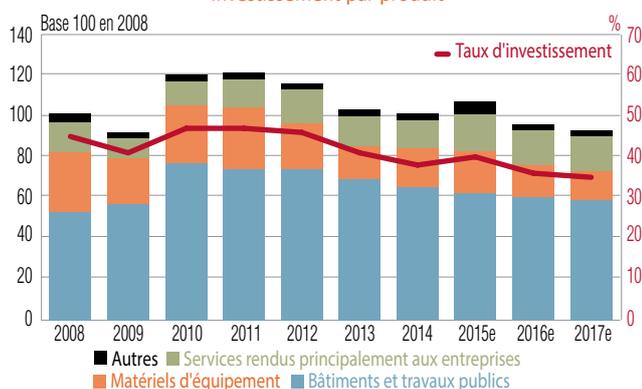
La masse salariale distribuée par les entités privées et publiques représente plus de 60 % de la valeur ajoutée (VA). Le Salaire Minimum Garanti (SMG) indexé sur l'inflation, est revalorisé de 1,2 % en 2017 après +0,6 % en 2016. La masse salariale progresse ainsi de 1,7 % après +0,7 % l'année précédente. Elle est portée par celle du secteur public en augmentation de 4,7 % en raison de la hausse des effectifs et de la revalorisation automatique des traitements.

Le taux d'investissement se stabilise

Le poids de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) dans le PIB diminue d'un point en un an mais en représente toujours plus du tiers. A titre de comparaison, les investissements en métropole et en Outre-mer pèsent environ un cinquième du PIB. Essentiellement marqué par le ralentissement des achats en matériels d'équipement, l'investissement se replie de 1,3 % après une chute de 8,0 % en 2016.

Un taux d'investissement toujours très élevé

Investissement par produit



L'investissement des administrations publiques pèse pour 18 % de l'ensemble de la FBCF. Il est en diminution de 3,9 % après une stagnation en 2016. En effet, les lourds investissements hospitaliers suite à la mise en place du Médipôle arrivent à leur terme. Toutefois, l'investissement reste à un niveau élevé grâce à divers chantiers (Néobus, Lycée Apogoti, Pôle hospitalier privé de Nouville, projets en lien avec la transition énergétique, ...).

Après un léger ralentissement de l'investissement des ménages en biens immobiliers l'année précédente, la situation se stabilise. Ainsi, les transactions de logements augmentent de 1,3 % cette année.

2017 reste une année ralentie pour les entreprises, prudentes dans leurs investissements. Le premier semestre, marqué par l'attentisme, atténue la légère reprise observée en fin d'année, favorisée par le déblocage d'importants crédits. Les projets programmés en 2016 semblent en effet se concrétiser en 2017. Ainsi, les importations de matériels d'équipement s'infléchissent moins que l'année précédente. En particulier, les entreprises du secteur du nickel, importateurs prépondérants en matériel d'équipement ces dernières années, avancent un investissement de près de 5 milliards de F.CFP. Celui-ci est destiné à la rénovation de la centrale électrique de Doniambo au cours des deux prochaines années, en attendant la livraison de la centrale électrique innovante prévue pour 2021. De son côté, KNS investit pour la réparation de son deuxième four remis en fonctionnement en fin d'année, après de nombreux problèmes techniques rencontrés au cours des années précédentes.

La structure de l'investissement se modifie. La demande en services aux entreprises s'accélère et compense pour partie la baisse de la demande de biens d'équipement. Par conséquent, l'investissement des entreprises décroît de 1,9 % en 2017, contre -12,0 % en 2016.

Les exportations, premier contributeur de la croissance

Pour la seconde année consécutive, la contribution du commerce extérieur à la croissance en volume supplante celle de la consommation des ménages, traditionnellement le premier contributeur à la croissance.

En 2017, les importations de biens se redressent de 2,5 % en valeur. Les importations de matériels d'équipements, qui pèsent pour un tiers des importations, baissent moins fortement qu'en 2016. Avec un poids de 14,6 % des importations totales, les produits alimentaires augmentent de 2,4 % après une baisse de 3,6 % en 2016. L'importation de produits énergétiques augmente de 21,5 % cette année, portée par la forte hausse des cours du pétrole et de la houille ; elle représente 14,3 % des importations totales.

La facture énergétique s'alourdit

Les prix à la consommation augmentent deux fois plus vite qu'en 2016 : +1,4 %. Les prix de l'énergie grimpent de 3,8 %, en particulier du fait de la forte croissance des prix des carburants (+6,1 % en moyenne annuelle), dans un contexte de flambée du cours mondial du pétrole (+19,0 %). Parmi les autres postes à fortes variations en 2017, l'évolution à la hausse de 1,3 % des prix des services contribue positivement à l'inflation à l'exception des services financiers et d'assurances en baisse de 2,4 %. En 2017, la facture des produits importés augmente fortement avec l'envolée du cours du pétrole, de ses dérivés et des produits de la houille. Avec les ménages, les entreprises sont impactées par la facture énergétique qui vient grever leurs consommations intermédiaires.

Un déficit commercial en net recul

Niveau des composantes du commerce extérieur



Les exportations progressent en valeur de 14,4 % en 2017, largement soutenues par les produits miniers et métallurgiques dont les ventes augmentent en volume et bénéficient de cours plus favorables qu'en 2016.

Les effets conjugués de la hausse conséquente des exportations de biens et de l'augmentation limitée du montant des importations réduisent de 14 milliards de F.CFP le déficit de la balance des biens⁷. En 2017, il atteint 101 milliards de F.CFP.

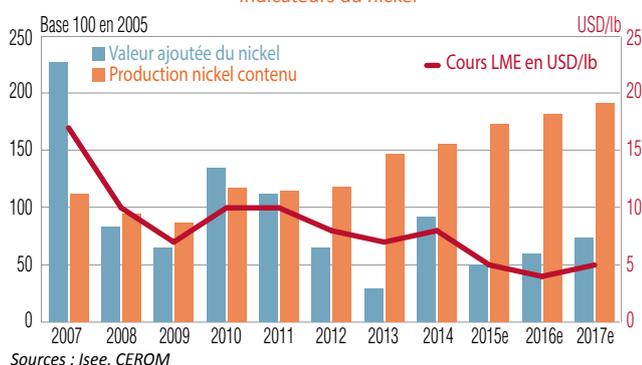
Le taux de couverture⁸ gagne ainsi 6,5 points en un an. Les exportations couvrent près de 62 % des importations. Au cours des 15 dernières années dans les autres territoires d'Outre-mer, les exportations de biens n'en couvrent jamais plus d'un cinquième.

Le nickel entre tension et performance

Les entreprises calédoniennes du secteur du nickel se confrontent en 2017 à la concurrence des pays producteurs de nickel à coût réduit. En quelques années, plusieurs grands complexes se sont implantés en Chine, à Madagascar, aux Philippines et ont inversé les rapports de force qui existaient auparavant sur ce marché. Aussi, les usines calédoniennes doivent continuer leurs efforts de rationalisation des coûts amorcés en 2016, afin d'atteindre la cible d'un coût de production à 4 dollars US la livre de nickel. L'incertitude gagne du terrain tout au long de l'année 2017 pour l'opérateur VALE NC, en recherche de nouveaux investisseurs. KNS et la SLN continuent leur réorganisation interne. Dans ce contexte, la production ne stimule plus l'emploi en raison des efforts de compétitivité qui déclenchent par ailleurs de nombreux mouvements sociaux au cours de l'année.

Amélioration du cours et de la production de nickel

Indicateurs du nickel



Outre ces conflits sociaux et incertitudes, l'arrêt de production de mattes et la baisse de production de Nickel Hydroxide Cake (NHC) nuancent les résultats positifs de la production métallurgique qui augmente de 2,9 % en 2017 après +14,4 % en 2016 (en tonnes de nickel contenu).

À l'inverse, la production de cobalt s'ajuste à un niveau 9,0 % inférieur au plafond atteint en 2016, après une augmentation de plus de 60 %. Dans le même temps, les principales hausses sont toujours portées par les ferronickels et les oxydes de nickel dont les productions augmentent respectivement de 8,4 % et 8,5 %.

Le volume de minerai extrait en tonnes humides progresse de 7,3 % après +4,4 % en 2016. Avec une augmentation de 12 % en moyenne de la valorisation des minerais, leur production en valeur augmente de 18 %. Toutefois, la valeur ajoutée du secteur est impactée par l'évolution des prix de ses principaux intrants, en premier lieu l'énergie.

Les volumes des exportations du secteur s'amplifient en 2017 grâce à l'ouverture du marché vers l'Asie, avec +5,3 % pour la métallurgie et +10,3 % pour les minerais. Seules les exportations de cobalt ralentissent en 2017 (-12,0 %) après une année 2016 exceptionnelle.

Le poids du nickel dans la valeur ajoutée du territoire se redresse lentement

Au final, les efforts de rationalisation et le redressement de 6 % du prix du nickel en moyenne annuelle, permettent au secteur du Nickel de dresser un meilleur bilan qu'en 2016. Le poids du secteur du nickel dans la VA atteint 5 % et s'améliore d'un point en un an.

Cette année, l'ensemble des branches génère près de 928 milliards de F.CFP de valeur ajoutée, soit une augmentation de 2,7 % en un an.

Le léger redémarrage profite au secteur du bâtiment. Les ménages sont plus enclins à investir dans le logement comme en témoignent la progression des achats de biens immobiliers mais aussi celle de +5,1 % d'encours de crédits à l'habitat. Les entreprises du secteur du bâtiment bénéficient elles aussi de déblocages de crédits importants qui limitent la baisse des investissements par rapport à l'année précédente. Ainsi, la valeur ajoutée du secteur du BTP augmente de 1,8 %.

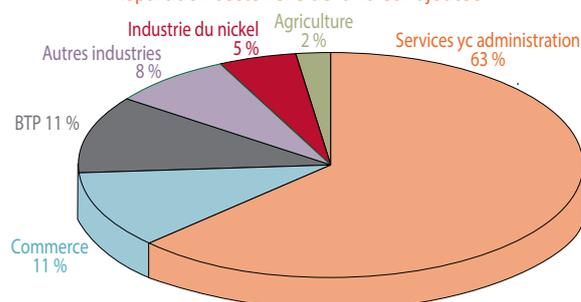
Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration reprend des couleurs avec une croissance de sa valeur ajoutée de 2,7 %. L'activité touristique de la Nouvelle-Calédonie continue sa progression pour la 3^e année consécutive. L'augmentation de 7 % du nombre de touristes internationaux alimente une hausse totale de 4 % de visiteurs en 2017. Le nombre de touristes dépasse la barre des 120 000 visiteurs. Avec 18,5 jours en moyenne, la durée de séjour reste stable entre 2016 et 2017. Associées à une inflation contenue des prix des services consommés par les touristes, leurs dépenses estimées sur le territoire sont en augmentation de 3,6 %.

Le secteur primaire subit en 2017 le passage des cyclones Donna et Cook, et une longue période de sécheresse. En conséquence, sa valeur ajoutée fléchit de 0,7 %.

La valeur ajoutée du secteur du commerce, sensible à une consommation peu dynamique, reste stable avec une croissance de 0,4 %.

La structure de la VA varie peu en 2017

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée



Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

DÉFINITIONS

¹La **croissance réelle** est une mesure de l'évolution du PIB qui exclut les variations des prix. Elle permet ainsi d'isoler l'évolution de l'activité (approche volume) de l'évolution des prix. La croissance nominale se mesure en ajoutant l'effet-prix à la croissance réelle.

²Le **produit intérieur brut** (PIB) est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché et augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.

³La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on y ajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.

⁴L'**investissement** est mesuré en comptabilité nationale par la formation brute de capital fixe (FBCF). Le taux d'investissement est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, ce ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.

⁵La **Formation Brute de Capital Fixe** (FBCF) est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

⁶L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. Les 13 000 relevés de prix mensuels de ces produits, déterminent l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Pour les comptes rapides, l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle est utilisé.

⁷La **balance des biens** est le compte qui retrace les échanges des biens exportés et des biens importés. Si l'on y inclut les échanges extérieurs de services, on parle de balance des biens et services.

⁸Le **taux de couverture** du commerce extérieur est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (dans cette publication, uniquement les biens).

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

CEROM

Les comptes économiques rapides de Nouvelle-Calédonie sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (CEROM) entre l'ISEE, l'AFD et l'IEOM qui a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Il donne lieu en Nouvelle-Calédonie à la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact), à l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'ISEE, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) et à la diffusion de tableaux de bord trimestriels.

Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle Calédonie : MODELISEE

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale (2014) en fonction d'hypothèses d'évolution de l'offre, de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Au cours de son utilisation, des améliorations ont été apportées : remplacement des données estimées par les données définitives disponibles, meilleure prise en compte des investissements exceptionnels liés à la construction des usines. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

ETUDES THÉMATIQUES

- Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole (2017)
- L'impact du nickel en Nouvelle-Calédonie (2015)
- L'économie calédonienne, entre résilience et recherche de nouveaux équilibres (2017)

EN SAVOIR PLUS

www.cerom-outremer.fr : Tableau de bord trimestriel

www.isee.nc : Analyse et résultats commentés

TEC

Synthèse Emploi – Marché du travail 2017 : En 2017, l'emploi salarié retrouve son niveau de 2015

Synthèse Indice des prix à la consommation 2017 : L'inflation reprend lentement en 2017

Synthèse Mines – Métallurgie 2017 : Les exportations soutiennent l'essor de l'activité

Synthèse Tourisme 2017 : Plus de 120 000 touristes en 2017

Synthèse Commerce extérieur 2017 : Les exportations couvrent plus de 60 % des importations

Enquête sur les Forces de Travail en Nouvelle-Calédonie : résultats 2017

www.ieom.fr : Rapport annuel 2017 de la Nouvelle-Calédonie

Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2017

www.afd.fr : L'AFD et la Nouvelle-Calédonie

Observatoires des communes de Nouvelle-Calédonie 2018

Isee : Directrice de la publication : V. Daudin

Chef de service Entreprises et Études Économiques : E. Desmazures

Chargé de l'étude : G. Rabaey

Conception graphique : M. Guiseppi

 ISEE NC

 StatEcoNC

www.isee.nc

